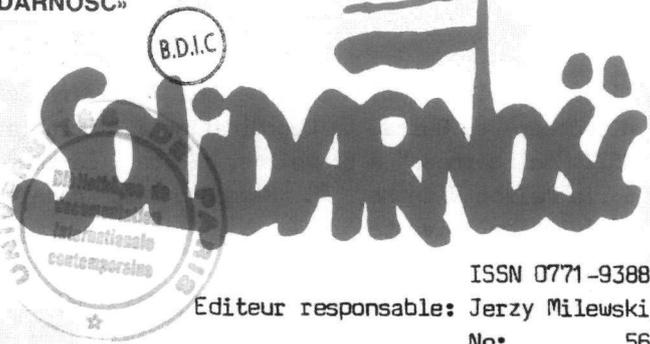


NEWS



ISSN 0771-9388

Editeur responsable: Jerzy Milewski

No: 56

Bi-mensuel

Date: 31 octobre 1985

SUITE AUX ELECTIONS à la Diète polonaise du 13 octobre, NSZZ "Solidarnosc" a annoncé que selon les données de sa campagne de vérification, on estime la participation nationale au boycott à 66%. Les données officielles annoncées par les autorités s'élevaient à 78%. Les dirigeants syndicaux considèrent que le taux de participation d'un tiers de la population au boycott est une forte manifestation de soutien de la part de la population polonaise à l'appel du syndicat. Un dirigeant de "Solidarnosc" dans la clandestinité, Zbigniew Bujak, a affirmé qu'en vertu des ces résultats, le droit de "Solidarnosc" à une activité légale ne pourra être et ne sera sujet à adjudication.

La signification des résultats électoraux repose dans la réponse qu'on donne à la question - souvent débattue - du soutien populaire pour NSZZ "Solidarnosc". Une analyse des données de la commission électorale contrôlée par l'Etat, révèle un dessin intéressant: dans les circonscriptions urbaines et industrielles, où l'on compte un fort pourcentage de travailleurs, les absentionnistes furent plus nombreux que dans les régions peu industrialisées et rurales. Et le boycott a eu le plus de succès dans les bastions traditionnels du syndicat. En termes politiques, le boycott a donc été une riposte claire à l'appel pré-électoral du syndicat. Presque 4 ans après le coup militaire du général Jaruzelski, au moins 5.5 millions de polonais - selon les données officielles et autour de 9 millions selon NSZZ "Solidarnosc" - ont ouvertement défié le régime et exprimé leur fidélité au syndicat délégalisé.

Des données complètes sur la participation des électeurs à Gdansk et Varsovie ont été compilées jusqu'à ce jour par Konrad Bielinski, pour NSZZ "Solidarnosc" et ont été publiées dans le *Tygodnik Mazowsze* no. 142 du 17 octobre 1985. Selon le rapport de Bielinski, la marge d'erreurs dans les circonscriptions électorales oscillent entre 2.5 et 3.5%. La fréquence des voix a été vérifié sur la base d'observations soulevées durant 4 périodes au cours de 16 heures. L'analyse statistique d'observations simples a été calculée selon une méthode de prélèvement au hasard. Les différences dans le nombre d'électeurs potentiels dans chaque circonscription électorale ont été pris en considération. La méthode appliquée permet de comparer les données de chaque circonscription du pays et, par conséquent, permet de tirer des conclusions de la participation électorale moyenne à l'échelon national.

Le président du syndicat, Lech Walesa, est accusé de diffamation pour avoir annoncé de faux résultats des élections, selon le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban. S'il est reconnu coupable, Walesa pourrait écoper jusqu'à deux ans de prison.

COMMUNIQUE

LA TKK (Commission de Coordination Provisoire de NSZZ "Solidarnosc"), s'est réunie le 24 septembre 1985. Les questions suivantes ont été discutées:

1) Les participants ont révisé les préparations régionales du boycott des élections. Le représentant de la TKK responsable de la vérification des élections a présenté ses projets pour vérifier les résultats dans tout le pays. La TKK a fait appel à une vérification générale des résultats des élections selon les instructions publiées dans la presse syndicale.

2) La TKK a adopté un document intitulé "Les postulats économiques de NSZZ "Solidarnosc". Le document présente les résolutions de base de NSZZ "Solidarnosc" sur les réformes nécessaires pour surmonter la

crise économique en Pologne. Le document a été préparé à partir des analyses présentées dans les deux rapports précédents: "L'Economie polonaise depuis la loi martiale", présenté par la TKK et paru en mai 85 et "La Pologne: 5 ans après août", paru le 31 août 85 et présenté par Lech Walesa.

Les postulats sont des propositions générales pour la réalisation d'un minimum de réformes qui, selon la TKK, doivent être appliquées en toute urgence afin de stopper la détérioration de l'économie. Le document sera publié intégralement dans le NEWS no. 57.

LE PRESIDENT des Etats-Unis d'Amérique, RONALD REAGAN, s'est entretenu le 22 octobre avec Jerzy

40P.12007

Milewski, le représentant de NSZZ "Solidarnosc" et directeur du Bureau de Coordination à l'Étranger de NSZZ "Solidarnosc" à Bruxelles. Suite à la rencontre à la Maison Blanche, M. Reagan a fait paraître la déclaration suivante:

"J'ai eu le plaisir aujourd'hui de rencontrer M. Jerzy Milewski, le représentant à Bruxelles du syndicat polonais Solidarité et un proche ami du lauréat du Prix Nobel, M. Lech Walesa. Nous avons discuté d'un sujet auquel je m'intéresse beaucoup, la situation en Pologne.

J'ai exprimé à M. Milewski que j'avais espéré que l'amnistie déclarée en juillet 85 aurait représenté un pas de géant vers la réconciliation nationale. Malheureusement, la plupart des informations provenant de la Pologne ne sont pas encourageantes. Les amendements au code pénal qui habilite les autorités à appliquer des jugements sommaires sur un grand nombre de soi-disant crimes sont entrés en vigueur. Une nouvelle loi sur l'éducation supérieure enfonce sévèrement les libertés académiques traditionnelles. Les amendements à la loi syndicale de 1982 écartent effectivement de jure le pluralisme syndical dans un avenir prévisible. Les élections parlementaires se sont déroulées, et tout comme les élections précédentes, elles n'ont pas réussi à donner un mandat politique authentique aux représentants législatifs de la Pologne.

M. Milewski, ainsi que d'autres observateurs concernés par la situation polonaise sont profondément inquiets de cette tournure des événements. L'histoire démontre qu'une répression accrue ne fait qu'aggraver les problèmes actuels et semer la discorde. Je continue à croire qu'un dialogue authentique entre le gouvernement et d'importants éléments de la société, y compris les syndicats libres et indépendants, constitue le seul moyen pour résoudre les problèmes sérieux de la Pologne. La libération des détenus politiques serait certainement un préalable à la fois pour améliorer les conditions en Pologne et pour lui permettre la poursuite de relations extérieures. Le travail de M. Milewski pour informer le monde occidental des efforts de ses compatriotes d'attirer l'attention de leur gouvernement sur leurs besoins et leurs aspirations est extrêmement important. Je voudrais que lui et ses compatriotes sachent combien j'apprécie qu'il m'ait rendu cette visite."

TADEUSZ SKIBA, vice-ministre de la Justice, a expliqué récemment que "la société polonaise avait des sentiments mélangés au sujet du nouveau code criminel". Il ajouta que "trois mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la procédure accélérée, 10.300 cas avaient déjà été revus et sur les 8.600 cas actuellement en cours de procédure, 8.190 personnes avaient déjà été condamnées". Skiba a aussi prédit que d'ici à la fin de l'année, il y aura près de 30.000 autres condamnations.

Procès selon la procédure accélérée

Selon la "procédure accélérée", mise en vigueur par la loi spéciale sur la responsabilité criminelle, les prévenus sont jugés 48 heures après leur arrestation. L'acte d'accusation est remplacé par un rapport de police et peut entraîner des peines allant jusqu'à trois mois de prison et 50.000 zlotys d'amende. La procédure est appliquée généralement dans les cas "d'excès d'hooliganisme", de "bagarres publiques" (p.ex. tout rassemblement non-autorisé) d'incitation au désordre public, etc... Un seul juge est assigné à chaque cas; le verdict est susceptible d'appel mais pratiquement impossible à cause des restrictions horaires (voir NEWS no. 52).

- SLAWOMIR ZAKARZEWSKI a été condamné le 28 septembre à 9 mois de prison par une cour du district de Varsovie. Il est accusé d'avoir distribué des matériaux incitant au désordre public. Il avait été arrêté le 27 après une perquisition dans son appartement où des livres, des timbres et des enveloppes imprimées dans la clandestinité ont été trouvés.

- RYSZARD GRESZCZAK, travailleur à l'aciérie de Varsovie, a été arrêté le 29 août et condamné sommairement à 1 an de prison. Il doit également payer tous les frais de son procès et une amende de 60.000 zlotys. Il était détenu après une vague d'arrestations préventives avant le 31 août, l'anniversaire de la signature des Accords de Gdansk.

ARRESTATIONS RECENTES

- GRZEGORZ SYREK a été condamné, le 11 septembre, à 18 mois de prison pour avoir été en possession de 10 tracts appelant les gens à venir déposer des fleurs sur la tombe du père Jerzy Popieluszko et parce qu'on a trouvé chez lui une matrice d'impression d'un tract anti-électoral intitulé "13 octobre - non". Le tribunal de Varsovie l'a jugé selon la procédure accélérée. Les seuls témoins des faits reprochés étaient trois membres des services de sécurité. Le fait que Syrek (27 ans) est aveugle à 85% n'a même pas été pris en considération.

- JANUSZ SZKUTNIK de Rzeszow a été arrêté le 27 août et condamné selon la procédure accélérée à 20 mois de prison. Une perquisition de la police a découvert dans son appartement 60 tracts anti-électoraux. Il est père de trois enfants.

- ANDRZEJ BEREDA et PIOTR SZCZUDŁOWSKI, deux étudiants de l'université catholique de Lublin ont été condamnés le 14 septembre à 1 an de prison pour avoir distribué des tracts appelant à boycotter les manifestations officielles du 1er mai. Ils avaient été arrêtés le 29 avril près d'un bloc d'habitations où l'on avait trouvé des tracts dans les boîtes aux lettres. Personne n'a pu prouver que les étudiants

les avaient distribués et aucun relevé d'empreintes digitales n'a été fait. Mais selon l'acte d'accusation, "ils avaient été pratiquement pris en flagrant délit".

- MARTA SAWICKA a été condamnée, toujours selon la procédure accélérée, à 10 mois de prison avec sursis et à une amende de 200.000 zlotys. Elle avait été arrêtée en possession d'une matrice et de quelques parties d'exemplaires d'un livre rassemblant divers écrits du maréchal Jozef Pilsudski.

- ROBERT SOWINSKI, un étudiant (17 ans) d'une école technique, a été arrêté à Gdansk le 15 mai par trois policiers ivres. Il a été battu dans un véhicule de la police et fut obligé de signer une déposition où il s'accusait d'avoir jeté des objets deux semaines auparavant lors d'une contre-manifestation du 1er mai. Il se retracta et déposa une plainte. Le 7 août, il fut libéré et son cas fut abandonné.

LOTHAR HERBST, poète connu pour ses amitiés avec l'opposition de Wroclaw et ses activités avec NSZZ "Solidarnosc", a été arrêté le 7 octobre et accusé de distribuer des matériaux incitant au désordre public. Il est gardé à vue à la prison de Swiebocka à Wroclaw. Herbst souffre de problèmes de vue: avant son arrestation, ses médecins lui ont dit qu'il pouvait devenir aveugle si on le traitait pas correctement. L'équipe médicale de la prison a déclaré, elle, que la vue de Herbst était satisfaisante.

LES CONDITIONS de vie des prisonniers politiques à la prison de Leczyca se sont encore détériorés après une courte période d'amélioration suite à une grève de la faim en août. Le 24 septembre, une bagarre entre les gardiens de la prison et les prisonniers alors que ceux-ci étaient déplacés de leurs cellules s'est terminée par le passage à tabac de plusieurs prisonniers. Un dirigeant de "Solidarnosc" emprisonné depuis le février 1985 souffre de blessures graves. Tous contacts avec famille et avocats ont été immédiatement coupés. Le gardien-en-chef a annoncé que le blocage durerait jusqu'au 13 octobre, jour des élections. Selon les sources de "Solidarnosc", Jozef Sreniowski de Lodz a commencé une grève de faim de protestation le 27 septembre. D'autres prisonniers envisageaient se joindre à lui.

DANS UNE LETTRE passée clandestinement de la prison Rakowiecka de Varsovie, les prisonniers politiques écrivent que les punitions sans raison valable sont de plus en plus utilisées pour détruire les prisonniers politiques. Marek Gogacz, emprisonné depuis le 30 avril, a subi un mauvais traitement tout particulier. sévère. On l'a forcé de dormir sur des planches de bois - sans draps ni matelas - à trois reprises pendant une période de 2 semaines. Le 16 septembre, un gardien l'a informé, sans avertissement, qu'il ouvrirait un dossier de mauvaise conduite contre lui. Deux jours plus tard, Gogacz a de nouveau dû dormir sur les planches pendant deux semaines. Gogacz avait

eu deux interventions chirurgicales aux oreilles et sa santé s'est détérioré depuis son séjour à Rakowiecka.

SEPT JEUNES GENS ont renvoyé, le 12 septembre, leur livret militaire au ministre de la Défense, avec une lettre exprimant leur solidarité avec Marek Adamkiewicz, un objecteur de conscience qui vient d'être condamné à deux ans et demi de prison. La lettre émanant d'un groupe récemment créé: "Liberté et Paix". Des lettres semblables circulent à Cracovie, Gdansk et Wroclaw. Les signataires revendiquent la création d'une alternative "sociale" au service militaire, la libération des objecteurs de conscience emprisonnés et la restriction du serment de loyauté à la Pologne seule et non, comme actuellement, au système politique et aux alliés. Plusieurs personnes ont déjà été arrêtées et au moins deux étudiants ont été renvoyés de leur université pour leur appartenance au groupe "Liberté et Paix".

A PROPOS de "l'usage d'unités de civils armés" en soutien de la police anti-émeute lors de l'affrontement des participants à la manifestation anti-électorale et les forces de police, le 13 octobre à Nowa Huta, le porte-parole du gouvernement, Jerzy Urban a expliqué que "c'étaient des unités supplémentaires de maintien de l'ordre composées, en partie par l'ORMO (police en civil) et des "citoyens actifs". Ils n'étaient pas en possession de matraques de la police. Mais bien d'une autre espèce de matraques... Les actions des ORMOS sont règlementées par le ministre de l'Intérieur. Quant aux citoyens actifs des forces du maintien de l'ordre, ils ont reçu l'autorisation d'agir en vertu du règlement particulier qui permet à tout citoyen désigné par la police de rétablir l'ordre et la paix publics".

LE BUREAU POLITIQUE du comité central du POUW a commandé une "analyse structurale et une évaluation en matière d'édition et de presse de façon à voir à quel point elles correspondent aux intérêts et aux besoins de la société. En fait, cette étude ouvre la porte à la liquidation des maisons d'éditions ou de la presse qui sont considérées comme inconfortables ou trop critiques du point de vue des autorités.

JERZY URBAN a déclaré récemment "qu'il n'y a que quelques personnes qui sont maintenues en prison avant les élections pour leurs activités illégales". Toujours selon lui, il n'y a que 327 personnes en prison pour raisons politiques. Cette déclaration publique qui contraste avec les affirmations précédentes est nettement plus proche des chiffres de NSZZ "Solidarnosc" qui annonçait déjà 300 prisonniers politiques en août.

TRENTE-TROIS TRAVAILLEURS ont été licenciés, le 30 août, d'une usine d'engins agricole à Elbag pour avoir refusé de faire des heures supplémentaires. Les pertes de production de l'usine dues aux licenciements sont estimées à 2.000.000 de zlotys par jour.

LES TRAVAILLEURS de la chaîne de montage de l'usine "Unitra-Magmor" de Gdansk ont perdu de 2 à 6 mille zlotys par mois après une révision de leurs salaires. Le 10 mai, jour de paie, 60 ouvriers refusèrent leur salaire et entamèrent une grève le 17 juin, après qu'il n'y eut aucune réaction de la direction. La grève se termina le lendemain quand on leur promit de réviser une nouvelle fois leur salaire et de couvrir leurs pertes.

LA CMT (Confédération Mondiale du Travail), a tenu son 21ème Congrès, du 22 au 26 octobre, à Baden en Autriche. Une soirée pour "Solidarnosc" a eu lieu le 24 avec la participation de représentants du DISK (Turquie), du Chili et de l'Afrique du Sud. Bohdan Cywinski, un des conseillers politiques du Bureau de Coordination de NSZZ "Solidarnosc", a lancé un appel pour commémorer la lutte de ceux qui sont réduits au silence par des gouvernements dictatoriaux. Il a mentionné notamment l'Ethiopie, le Vietnam et Cuba. M. Cywinski a également lu une lettre de Lech Walesa aux délégués. Le Congrès a adopté un appel, introduit par des représentants de "Solidarnosc", demandant aux affiliés de revendiquer la libération des prisonniers politiques et des syndicalistes emprisonnés en Pologne et partout où il y a des détenus politiques.

LA LACUNE alarmante d'informations sur la situation du travail et des droits de l'homme au Vietnam est due en partie au fait que le prix d'un timbre-poste pour une correspondance étrangère équivaut à presque le niveau d'un salaire mensuel moyen. Cette tactique entrave sensiblement l'acheminement des informations hors du pays sans faire les frais d'une censure bureaucratique et coûteuse. C'est une politique particulièrement intelligente puisqu'elle ne peut être facilement attaquée en tant que violation des droits de l'homme ou de la liberté d'expression.

L'AFL-CIO, le syndicat américain, a tenu sa 16ème Convention Constitutionnelle à Anaheim en Californie du 28-31 octobre. Le représentant de NSZZ "Solidarnosc", Jerzy Milewski, a pris la parole à la Convention et y a lu un message de Lech Walesa: "Je vous assure que le monde du travail polonais apprécie beaucoup la solidarité et l'amitié des syndicats du monde entier. En ce sens, l'AFL-CIO mérite d'être mentionné tout particulièrement puisque nous sommes pleinement conscients qu'il est un des sympathisants les plus fervents de notre syndicat". Une résolution

sur la Pologne a été adoptée confirmant que "Solidarnosc" continue d'être la seule voix authentique des travailleurs polonais et le représentant, sans doute aucun, des aspirations démocratiques de la très grande majorité de polonais. Malgré qu'il ait été poussé dans la clandestinité, "Solidarnosc" continue de fonctionner et son esprit anime des milliers de militants engagés dans la publication de bulletins indépendants, de la presse et de livres et dans l'organisation d'un grand nombre d'initiatives culturelles, éducatives et d'entre-aide. L'AFL-CIO appelle le gouvernement des Etats-Unis à refuser les requêtes de Jaruzelski pour de nouveaux crédits et à faire en sorte que le gouvernement de la Pologne ainsi que ses maîtres soviétiques soient obligés de porter le fardeau des pressions économiques et politiques, afin de permettre la restauration de "Solidarnosc" et sa pleine participation aux négociations pour résoudre les problèmes sociaux et politiques croissants de la Pologne. L'AFL-CIO fait appel aux syndicats libres à travers le monde de convaincre leurs gouvernements de suivre une politique semblable.

STIG MALM, président du syndicat LO en Suède, a signé un appel pour la libération des prisonniers politiques et syndicaux et pour l'arrêt de la répression, le tout en relation avec la semaine des prisonniers politiques du 3 au 10 novembre. La pétition circule parmi les syndicats de branches. Le C.C.O. envisage de parrainer une semaine de collecte de fonds et de pétition pour les militants emprisonnés en Pologne. Le syndicat des Architectes suédois envisage aussi d'organiser une campagne de soutien à l'architecte et syndicaliste polonais, Czeslaw Bielecki.

EN DERNIERE HEURE: Marian Antonowicz, un étudiant de 19 ans de la ville de Olsztyn (nord-est de la Pologne), est mort le 2 octobre après avoir passé deux semaines dans le coma. Sa mère, Dr. Krystyna Antonowicz a informé des correspondants étrangers que son fils avait eu le crâne fracturé après qu'il ait été battu par des policiers. Antonowicz a été arrêté par la police le 19 octobre, le jour de l'anniversaire de la mort du Père Jerzy Popieluszko. On l'a retrouvé par la suite sur la route; il avait perdu connaissance.

SOURCES: "International Herald Tribune", 23.X.85; "Nasz Czas", no. 45; "Tygodnik Mazowski" nos. 140, 142; "Tygodnik Powszechny", 27.X.85.

Corrections aux NEWS 55: le procès de Edward Kirpiuk n'a pas eu lieu. A la plce de Ryszard Ciecierski de Plock on doit lire Ryszard Ciarski. En première page du NEWS 56: La rencontre de Jerzy Milewski et du Président Ronald Reagan a eu lieu le 21 et non le 22 octobre. Toutes nos excuses.